

Omnisports/Rencontre ministère des Sports et le Mouvement sportif national

Le financement de chaque entité sportive au cœur des débats

MM

Libreville/Gabon

LA salle de réunions du Palais des sports de Libreville a abrité, hier après-midi, la rencontre de travail entre le ministre d'Etat chargé des Sports, Alain-Claude Bilie-By-Nze, le Comité national olympique gabonais (CNOG) et les fédérations sportives nationales. Au centre de ces retrouvailles, le financement de chaque discipline sportive.

« Le mouvement sportif national n'a, à ce jour, pas bénéficié de la contribution de l'Etat pour que les différentes fédérations démarrent leurs activités. Raison pour laquelle nous avons tenu à les rencontrer devant le Comité national olympique du Gabon pour leur présenter la réalité du moment », a indiqué le ministre d'Etat aux Sports dont la franchise a étonné les participants. Pour être en phase avec la notion de transparence, il a fait venir les fonctionnaires de son ministère chargés des finances. Afin de faire le point de toutes les entités sportives nationales. Bilie-By-Nze a reconnu que son ministère « a procédé à l'attribution des subventions ». Malheureusement, regrette-t-il, la procédure au niveau du Budget et du Trésor n'a pu aboutir pour certaines entités. A l'exception, précise-t-il, de la Fédération scolaire et universitaire qui a une instance, à l'heure actuelle, au niveau du Trésor.

« Les autres fédérations sont dans l'attente d'un aboutissement heureux de la démarche qui a été engagée. Cela justifie au-



Le ministre d'Etat chargé des Sports, Alain Claude Bilie-By-Nze, a rencontré hier...



aujourd'hui le fait que la plupart des fédérations n'aient toujours pas commencé leurs activités sportives. Et la plus en vue étant la Fédération gabonaise de football (Fégafoot), à travers la Ligue nationale de football professionnel (Linafp) », a expliqué le ministre d'Etat. Qui a avoué que « c'est un réel souci. »

Au terme des débats enrichissants et constructifs, les participants se sont accordés sur quelques éléments principaux. A savoir le déplafonnement du Fonds national de développement du sport dont le plafond est maintenant de 5 milliards et plus. « Il faut qu'à nouveau la totalité de ressources prévues pour financer le sport aillent véritablement au sport », a martelé Bilie-By-Nze.

Le membre du gouvernement, qui avait à ses côtés sa déléguée Laeticia Diwekou, et des invités dont le président du CNOG, Léon-Louis Folquet, a estimé, qu'il faut aussi rééquilibrer les financements. « 80% des ressources du Fonds sont, malheureusement aujourd'hui, destinés au football », a déclaré le ministre d'Etat aux Sports. Lequel, s'épanchant à nouveau sur le démarrage du National-Foot 1 et 2, s'est montré cohérent. Sans ressources suffisantes, pas de démarrage du championnat national de football.

... les responsables des fédérations sportives nationales.

Droit au but

1 milliard pour éviter un suicide footballistique...

DANS notre chronique de la semaine dernière, nous disions que le football gabonais, précisément le National-Foot, notre compétition d'élite, vivait des moments pénibles, extraordinairement difficiles, pour une discipline capable de produire des ressources propres, donc de vivre par elle-même. Nous sommes allés plus loin en parlant d'un football comateux, sous perfusion. Certains ont cru, bien à tort, que nous exagérons. Mais l'interview du ministre d'Etat aux Sports, Alain-Claude Bilie-By-Nze ("L'Union" du 17 décembre 2018) est venue doucher l'enthousiasme de ceux qui étaient plongés dans un optimisme béat. Que dit le ministre d'Etat ? En gros, qu'il n'a pas, pour l'instant, les moyens de lancer le National-

Foot 1 & 2. Et que si, malgré tout, il le lançait dans les conditions actuelles, c'est pour qu'il s'arrête après trois ou quatre journées seulement. A ses yeux, comme à ceux de nombreux observateurs, cela ferait désordre. Et pour éviter de tourner au ridicule, il a dit ne pas craindre « une saison blanche »...

En tout cas, pour que tout aille mieux, il lui faut trouver les 4 milliards, montant du budget monté par la Ligue nationale de football professionnel (Linafp), qui réclame, par ailleurs, 3 milliards d'arriérés de subvention. Ce qui fait qu'en gros, la Linafp, exigerait 7 milliards pour débiter le National-Foot 1 & 2 de 2018-2019. Or, le ministère des Sports n'a pu trouver que 1 milliard de francs CFA. Pour nous, le message est

clair, c'est ce milliard ou rien, même si le ministre fait dans la litote !

Habitée à compter les milliards, la Linafp devrait pourtant se rendre à l'évidence. Il n'y a plus assez d'oseille pour préparer de gros bouillons ! Les temps sont durs. Le pays a des problèmes financiers. Tout le monde peut aisément le constater. Alors, au lieu d'attendre les milliards comme d'autres attendaient Godot, cet être qui ne viendra jamais, il vaut mieux faire avec le milliard, si on ne veut pas connaître une deuxième saison blanche consécutive. Ce qui serait suicidaire pour notre football d'élite.

A l'évidence, il convient de redescendre sur terre. Le championnat professionnel a échoué. Le ministre en a fait lui-même l'amer

constat d'échec. Il dit de « repartir à la base, après 30 ans d'échec ». La base c'est quoi au juste ? C'est mettre, entre autres, l'accent sur la formation, mais aussi le sport de masse. Et en ce qui concerne le National-Foot, c'est revenir au championnat amateur.

A partir de là, on peut lancer le championnat en répartissant le milliard de la manière suivante : 45 millions à chacun des 14 clubs de D1 et 20 millions à chaque club de D2 qui en compte 10, ce qui donne un total de 830 millions. Les 170 millions restant devant revenir à la Linafp pour son fonctionnement. Qu'on ne nous dise surtout pas que c'est impossible, d'autant que le National-Foot a fonctionné pendant des années avec 750 millions et 15 clubs. Aujourd'hui, le ministère,

en attendant sans doute mieux, propose 1 milliard aux deux divisions.

Dans tous les cas, si la Linafp laisse filer le milliard, ce serait une catastrophe pour le football gabonais et sans doute une aubaine pour les autres...

D'autre part, s'il y a une nouvelle saison blanche, le ministre, même s'il manie, pour l'instant, habilement la litote, ne sortira pas du tout indemne de cette situation. Car, il serait alors le seul ministre à aligner les saisons blanches. Et comme en plus il gère aussi, d'une certaine façon, les passions, il risque, très vite, de devenir un bouc-émissaire, à défaut de se retrouver dans la posture du serpent qui se mord la queue...